

Brochure n° 3165

Convention collective nationale  
**IDCC : 1077. – ENTREPRISES DU NÉGOCE  
ET DE L'INDUSTRIE DES PRODUITS DU SOL,  
ENGRAIS ET PRODUITS CONNEXES**

---

AVENANT DU 7 MAI 2019  
À L'ACCORD DU 11 JUILLET 2001  
RELATIF AU CONTRAT DE TRAVAIL INTERMITTENT

NOR : ASET1951025M

IDCC : 1077

Entre :

FEDEPOM ;

FNA,

D'une part, et

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FGA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Considérant l'article L. 3123-38 du code du travail, qui précise qu'une convention ou un accord d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, une convention ou un accord de branche étendu, doit définir les emplois permanents pouvant être pourvus par des salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent,

Considérant que l'accord du 11 juillet 2001 relatif au contrat de travail intermittent, actuellement applicable dans la branche, fixe les règles entourant le recours à ce type de contrat mais ne précise pas les emplois permanents qui peuvent être pourvus,

Les partenaires sociaux de la branche sont convenus de lister ces emplois par le biais du présent avenant.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Champ d'application*

Le présent avenant s'appliquant à l'ensemble des entreprises de la branche susceptibles de conclure des contrats de travail intermittent, les partenaires sociaux précisent qu'il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

## **Article 2**

### *Catégories d'emplois permanents*

Les emplois susceptibles d'être pourvus par des contrats de travail intermittent sont notamment les suivants :

- chauffeurs livreurs ;
- personnel d'exploitation (magasiniers, personnel de silo, manutentionnaires, caristes...) ;
- opérateurs et conducteurs de ligne.

## **Article 3**

### *Durée*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 4**

### *Révision et dénonciation*

Le présent avenant pourra être révisé en tout ou partie conformément aux dispositions de l'article L. 2261-7 du code du travail.

Il pourra être dénoncé en respectant les conditions de l'article L. 2261-9 du code du travail.

## **Article 5**

### *Dépôt et extension*

Le présent avenant sera déposé dans les conditions légales auprès des services du ministre chargé du travail.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant.

## **Article 6**

### *Entrée en vigueur*

Le présent avenant entrera en vigueur à la date d'inscription de son dépôt auprès de la direction générale du travail.

Fait à Paris, le 7 mai 2019.

(Suivent les signatures.)